

Conseil de Communauté
du 24 mars 2016
♦♦♦♦♦♦♦♦
PROCÈS VERBAL DE RÉUNION

N°	Intitulé
1	Finances – Rapport d'Orientation Budgétaire 2016
2	Finances – Carte Achat public – Convention avec la Caisse d'Épargne Pays de la Loire – Autorisation de signature
3	Culture - Désignation aux organismes extérieurs - SIVU école musique Haut Maine et Pail
4	Administration générale - Désignation des représentants au Pays de Haute Mayenne – Complément à la délibération du 25 février 2016
5	Aménagement de l'Espace – Désignation d'un conseiller délégué au service prestations
6	Culture - Désignation des représentants dans les organismes extérieurs - Kiosque
7	Culture - Désignation des représentants dans les organismes extérieurs - UTL
8	Culture - Désignation des représentants dans les organismes extérieurs - Atmosphères 53
9	Environnement - Désignation des représentants dans les organismes extérieurs - La SCIC bois énergie
10	Environnement - Désignation des représentants dans les organismes extérieurs - Parc Normandie Maine
11	Environnement - Désignation des représentants dans les organismes extérieurs - Commission de suivi de site de la société Produits Chimiques Auxiliaires et de Synthèse (PCAS)
12	Culture – Recrutement vacataires Concours National Piano à Mayenne – Conservatoire Ivan Bellocq
13	Ressources humaines - Avancement de grade et ratio - Suite CTP du 21 mars 2016
14	Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) – Demande de subvention à l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne dans le cadre du contrôle des Installations neuves et réhabilitées

Récapitulatif des conventions et contrats signés avec Mayenne Communauté

Agnes BLOSSIER	Déjeuner médiéval portant sur la présentation du travail réalisé sur la Vierge de Senonnes et sur le coffre en bois	276,75 €
POL ASTRONOMIE	Soirée d'observation du ciel	100,00 €
ANIMHISTO	Une journée thématique autour de la cuisine médiévale + un atelier famille armes d'hast et artillerie + deux journées thématiques remparts et artillerie	2 170,00 €
LA SITTELLE	3 journées d'ateliers jeunes publics	600,00 €
NIKA	Une journée d'ateliers jeunes publics « mes vacances au musée » + les rendez-vous au jardin + une journée thématique autour de la cuisine médiévale	1 790,00 €
LA BANDE A BENOUE	Deux interventions contées sur le thème de la lune	400,00 €
CCSTI	Quatre interventions scientifiques sur le thème de la lune	97,40 €
DOMER	Contrat de location pour les particuliers de bennes à déchets verts	50,00 €
SAC A DOS	Spectacle La fille de la Lune	680,00 €
Anthony DUCHENE	Atelier de création plastique	471,15 €
CENTRALE 7	Deux journées d'ateliers jeunes publics « mes vacances au musée »	569,00 €
SYLLABE	Contrat pour deux représentations du spectacle Dans'A Bulle	1 697,73 €
LA SITTELLE	Convention d'animations à destination du jeune public – 2 journées d'ateliers jeunes publics « mes vacances au musée »	600,00 €
M53 MAYENNE ASTRONOMIE	Animation d'un atelier lunophase	430,00 €

Extrait du registre des arrêtés du Président

2016.41	03/02/16	Arrêté de délégation de signature à M. Jean-Pascal HENRI, Directeur de l'Aménagement, de la Mobilité et de l'Environnement
2016.42	03/02/16	Arrêté de délégation de signature à Mme Nathalie ROUSSEL, Directrice des Affaires Culturelles
2016.43	03/02/16	Arrêté de délégation de signature à Mme Edith ROGER MONTCHATRE, Directrice des ressources humaines
2016.44	03/02/16	Arrêté de délégation de signature à Mme Lydia GUHUR, Directrice Enfance, Jeunesse et Sport
2016.45	03/02/16	Arrêté de délégation de signature à M. Hervé PAISANT, Directeur des Services Techniques
2016.46	03/02/16	Arrêté de délégation de signature à M. Jean-Pierre LE BONHOMME, Directeur de l'Action Sociale et de la Santé
2016.47	01/03/16	Arrêté pour l'élection des représentants du personnel au comité technique commun Ville – Mayenne Communauté – CCAS

Délibération du Bureau par délégation du Conseil de Communauté. Conformément aux dispositions de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, les délibérations signées par le Président font l'objet d'un compte rendu au Conseil.

Création régie médiathèque de Lassay	<p>Le bureau procède à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la suppression des régies existantes (Médiathèque Jean-Loup Trassard et Médiathèque Tournepage) - la création d'une régie de recettes et d'avances auprès du service Lecture publique de Mayenne Communauté pour les Médiathèques Jean-Loup Trassard et Tournepage - la création d'une sous-régie de recettes et d'avances auprès du service de la Médiathèque Tournepage
PIG 2014-2016 – Attributions de subventions	<p>Le bureau autorise le versement des subventions suivantes dans le cadre du PIG pour les travaux d'économie d'énergie :</p> <p>LEGEARD – Jublains – 2500 € VENTRIBOUT/ROYER – Mayenne – 500 € LE LUET/MILLON – Aron – 500 € DEROUET – Mayenne – 500 € GAUTRIN – Mayenne – 13500 €</p>



Extrait du Registre des Délibérations DE MAYENNE COMMUNAUTÉ

SEANCE du 24 mars 2016 à 20 h

Délégués titulaires en exercice :	58
Délégués présents ou représentés	55
Contre :	/
Pour :	/
Abstention :	/
Quorum :	30

L'an deux mille seize, le dix-huit mars, Monsieur Michel ANGOT, Président de Mayenne Communauté, a convoqué les membres de Mayenne Communauté au siège de Mayenne Communauté, 10 Rue de Verdun - Salle des conseils.

Sont présents :

En qualité de titulaires :

M. ANGOT, *Président*, M. SOUTIF, *1^{er} Vice-Président*, M. TRANCHEVENT, *2^{ème} Vice-Président*, M. MOLL, *3^{ème} Vice-Président*, Mme MORIN, *4^{ème} Vice-Présidente*, M. LE SCORNET, *5^{ème} Vice-Président*, M. VALPREMIT, *6^{ème} Vice-Président*, M. RAILLARD, *7^{ème} Vice-Président*, M. BOISSEAU, *8^{ème} Vice-Président*, M. BOURGUIN, *9^{ème} Vice-Président*, M. BORDELET, *10^{ème} Vice-Président*, M. COISNON, *11^{ème} Vice-Président*, MM. GUIHERY, FORET, POIRRIER, JEUSSE, DELAHAYE, Mme FOUBERT, M. SONNET, Mme BELLON, MM. LANDEMAINE, LAVANDIER, GARNIER, Mme GONTIER, M. JAMOIS, Mme FRANGEUL, MM. BRODIN, COULON, RIOULT, PECCATTE, Mmes MONSIMIER, THELIER, BODINIER, BAR, BEUNEUX, M. PAILLASSE, Mme PELE, M. REBOURS, Mme OLIVIER, M. ORDRONNEAU, Mme CREUSIER, M. MORIN, Mme GENEST.

En remplacement du titulaire absent :

M. CHOUZY représenté par M. LELIEVRE
M. SABRAN représenté par M. DAVID
M. BOITTIN représenté par M. FRETARD
M. NEVEU représenté par M. RENARD
M. BEAUJARD représenté par M. GENEST
M. TRANSON représenté par M. L'HUISSIER

Mme LANCIEN donne pouvoir à Mme OLIVIER
M. LESAINTE donne pouvoir à M. BOURGUIN
Mme COUTURIER donne pouvoir à Mme BELLON
Mme LODE donne pouvoir à M. ORDRONNEAU
Mme ADAM donne pouvoir à Mme CREUSIER
M. RONCIN donne pouvoir à M. ANGOT

Excusés :

MM. HEURTEBIZE, DOYEN, Mme SOULARD

Mme OLIVIER a été désignée secrétaire.

Les procès-verbaux du 7 et 14 janvier ont été adoptés à l'unanimité.

M. SOUTIF expose :

L'article L 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que dans les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics, un débat a lieu au Conseil Communautaire sur les orientations générales du Budget, dans un délai de deux mois précédant l'examen de celui-ci et dans les conditions fixées par le règlement intérieur comme prévu à l'article L 2121-8 du CGCT.

La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) crée, par son article 107, de nouvelles dispositions relatives à la transparence et la responsabilité financières des collectivités territoriales. Ces nouvelles dispositions imposent de présenter à l'organe délibérant un rapport sur les orientations budgétaires de l'exercice, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que la structure et la gestion de la dette. Pour les communes de + de 10 000 habitants, ce rapport doit également présenter la structure et l'évolution des dépenses et des effectifs.

M. DELAHAYE : " Je fais parti de la commission finances donc j'ai suivi ça de près. Un des points de surprise que j'ai relevé est sur la gestion des congés. Il y a 127 000 € de dépenses éventuelles. Il y a peut être une explication car ça me semble élevé. On est tous à gérer au mieux par des remplacements ou des vacances décalées pour assurer la continuité de service.

Concernant l'évolution de la taxe d'habitation prévue à 2,5 %, ce qui représente plus de 350 000 € en 4 ans. C'est à mon sens ambitieux mais pourvu que ça se réalise. On peut être inquiet de l'héritage qu'on va laisser en 2020. A mon sens, on risque de toucher le bas.

On a aussi le besoin dès 2017 de 700 000 €. C'est vrai qu'on peut penser à l'augmentation des bases mais j'ai beaucoup plus le sentiment qu'on ira vers l'impôt. C'est bien qu'on le sache les uns et les autres. Il faut en être conscient et actionner le mouvement par rapport à ça.

A mon sens, il y a un projet qui ne va pas pouvoir voir le jour, c'est la troisième tranche de la déviation. On a eu des bonnes nouvelles lors de l'inauguration et si on regarde la prospective, je ne sais pas où on va trouver l'argent.

Je finirai par un point personnel qui est le rond point du Berry à Martigné. Il ne fait pas parti des projets et il a été complètement évincé. Pourtant, il y a une convention qui a été signée en 2013. Elle dit qu'on devait réaliser les travaux dans un délai de 3 ans. Dans les dispositions diverses de cette convention, il est indiqué *"toute action contentieuse relative à la présente convention sera portée devant le tribunal administratif de Rennes après une résolution amiable du litige"*. Ça me dérange car ce n'est pas pour moi directement mais c'est aussi pour moi indirectement. C'est surtout pour les agriculteurs. J'ai bien conscience que ce projet a un coût mais on l'a quand même signé et engagé par une convention. Je suis surpris de ne pas le voir dans les investissements car on arrive dans la date limite où ça aurait du être acté. J'aimerais qu'on intègre ce projet qu'on a déjà acté. Voilà mes observations quant à ce ROB."

M. BRODIN : "Je vais dans le même sens malheureusement que M. DELAHAYE. Je voulais aussi savoir où on en était pour la fibre."

M. SOUTIF : " Concernant la déviation de Martigné, je n'ai pas forcément la réponse. Sur le reste, c'est en fonction des travaux qu'on a pu conduire. Pour le SMO, le débat est commencé. On sait que c'est un dossier qui va être pris en compte mais dans la prospective, il n'est pas encore intégré."

M. VALPREMIT : " Le SMO (Syndicat Mixte Ouvert) a été installé il y a peu de temps. Il regroupe toutes les communautés de la Mayenne. Il y a 20 000 prises à fibrer sur Mayenne Communauté. Si le Conseil Départemental respecte ses engagements passés, il y a 8 000 prises qui sont déjà prises en charge pour la Ville de Mayenne mais on attend une confirmation sur ce point là. Il restera 12 000 prises sur l'ensemble du territoire, ce qui représente 6 000 000 €. C'est un enjeu important."

M. BOURGUIN : "Je suis d'accord avec M. BRODIN, le numérique est un enjeu important. C'est un point d'accord entre nous. Mais il y a encore beaucoup d'incertitudes."

M. MOLL : " Ceux qui ont assisté à l'inauguration de la deuxième tranche, on bien entendu les messages des uns et des autres. Avec Pierre Forêt, nous avons reçu les services de Nantes qui nous ont dit que les travaux étaient engagés et que les clés de répartition étaient connues pour l'Etat. Pour le reste, le Président de la Région n'a pas donné les pourcentages. Les travaux devraient être terminés pour 2020. Mais on ne sait pas qui va payer les 20 % qui restent."

M. DELAHAYE : " On peut quand même imaginer qu'ils vont demander une participation de notre territoire."

M. LE SCORNET : " Ce n'est pas obligatoire. Dans le portefeuille de la Région, il y a entre 10 et 12 000 000 €

affectés à des opérations routières mais rien n'empêche le Département d'apporter sa contribution et soulager la participation de Mayenne Communauté. "

M. ANGOT : " Merci à notre Vice-Président et aux services qui ont participé à l'élaboration de ce dossier. Il y aura la plus grande transparence. On a fait preuve d'une grande prudence car on a minimisé les recettes au maximum. On a par exemple compté aucune vente de terrain pendant deux ans, ce qui est impossible. Je prétends qu'on a fait preuve de sagesse."

M. DELAHAYE : " Je voulais plus de précisions sur les 127 000 € de dépenses éventuelles pour la gestion des congés et sur l'organisation des services."

M. ANGOT : " Je confirme qu'on ne remplace jamais un agent parti en vacances. Mais on a des congés maternité, des congés de longue durée et des congés parentaux. C'est une prévision mais ce ne sont pas des remplacements de vacances."

M. DELAHAYE : " Vous répondez à ma question, merci."

M. ANGOT : " Concernant la déviation, depuis un an, je participe à des réunions de travail avec le Préfet, le Président du Conseil Départemental, la DDT et la DIRO. Depuis le début, je dis que je ne financerai pas la troisième tranche. Cette troisième tranche est nécessaire pour tout le Nord Mayenne et l'Orne. C'est le raccordement vers Paris de tout un département. On subit tous les baisses de dotations de l'Etat. On en reparlera mais on va être très prudents car on a un budget très serré.

Concernant la 508, au départ, c'est l'Etat qui nous a demandé de construire un rond-point pour desservir la zone d'activités. On ne l'a pas fait pour le plaisir."

M. DELAHAYE cite la convention "La Communauté de Communes désireuse d'améliorer les conditions de circulation sur ces deux carrefours s'est engagée pour la construction d'un carrefour giratoire."

M. ANGOT : "Rémi tu étais là, tu peux confirmer que c'est la DIRO qui nous a demandé de faire le rond-point. De toute façon, la collectivité ne paiera pas."

Il a été donné lecture aux membres du Conseil Communautaire du rapport d'orientation budgétaire 2016 présenté en annexe, qui a donné lieu à débat.

2 - Finances – Carte Achat public – Convention avec la Caisse d'Épargne Pays de la Loire – Autorisation de signature

Reçu à la Sous-Préfecture le 30 mars 2016

M. SOUTIF expose :

Notre Communauté de Communes doit parfois procéder à des règlements par internet ou encore procéder directement auprès de fournisseurs au paiement de biens et de services nécessaires à l'activité des services. Pour se faire, il apparaît souhaitable de se doter du moyen de paiement : la carte d'achat public offrant toutes les garanties de contrôle et de sécurité.

La Caisse d'Epargne propose de fournir un produit correspondant exactement à nos besoins avec la carte achat public : autorisation systématique préalable à toute demande de paiement, retrait d'espèces non autorisé, plafond de paiement, code confidentiel et cryptogramme visuel.

Un relevé des opérations effectuées au moyen de la carte achat sera établi mensuellement et fera foi des transferts de fonds entre les livres de l'établissement bancaire et ceux du fournisseur. Mayenne Communauté créditera le compte technique ouvert dans les livres de l'établissement bancaire retraçant les utilisations de cette carte, du montant de la créance née et approuvée. Le comptable assignataire procédera au paiement de l'établissement bancaire.

La tarification annuelle est de 20 € pour une carte achat, comprenant l'ensemble des services, dont l'avance de trésorerie à la collectivité. Une commission de 0,2 % sera due sur toute transaction.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- dote Mayenne Communauté d'une carte achat public pour une durée d'un année renouvelable deux fois et
- autorise le Président à signer la convention à intervenir avec la Caisse d'Epargne Pays de la Loire ainsi que tout autre document relatif à la mise en place de la carte achat public dans la collectivité.

3 - Culture - Désignation aux organismes extérieurs - SIVU école musique Haut Maine et Pail

Reçu à la Sous-Préfecture le 30 mars 2016

M. LE SCORNET expose :

Vu l'article L 2121.33 du Code Général des Collectivités Territoriales qui prévoit que « Le conseil municipal procède à la désignation de ses membres ou de délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions du présent code et des textes régissant ces organismes. La fixation par les dispositions précitées de la durée des fonctions assignées à ces membres ou délégués ne fait pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à tout moment, et pour le reste de cette durée, à leur remplacement par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes»,

Vu que l'article L. 5211-1 du même code dispose que l'article susmentionné est applicable aux EPCI, il vous est proposé de nommer, pour chacun de ces organismes extérieurs, les représentants de Mayenne Communauté

Dans le cadre de la fusion, l'école de musique et de danse du Haut Maine et Pail avec le site de Lassay fait partie de Mayenne communauté. Cette école est gérée par un Syndicat Intercommunal à vocation unique (SIVU). Le syndicat a pour objet la création, la gestion et le développement d'école d'Enseignement Artistique Spécialisé du Haut Maine et Pail.

Afin de nous donner le temps d'harmoniser les pratiques entre l'école de Lassay et le conservatoire Ivan Bellocq, nous avons décidé ne pas fusionner les deux établissements dans l'immédiat mais de poursuivre les actions menées sur l'ancien territoire dans les mêmes conditions qu'avant la fusion. Toutefois, il sera aussi mené des actions communes ou action de préfiguration (concert, échanges de pratiques via des projets pédagogiques...).

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, désigne 5 délégués titulaires et 5 suppléants, conformément aux statuts du SIVU, délégués qui siégeront au comité syndical :

Titulaires : M. Coisnon, M. Le Scornet, M. David, M. Bordalet et Mme Chopin

Suppléants : Mme Gontier, M. Jousse, M. Moll, M. Transon et Mme Morin.

4 - Administration générale - Désignation des représentants au Pays de Haute Mayenne – Complément à la délibération du 25 février 2016

Reçu à la Sous-Préfecture le 30 mars 2016

M. SOUTIF expose :

Huit membres titulaires et huit membres suppléants doivent être désignés pour représenter Mayenne Communauté au sein du Pays de Haute Mayenne. Parmi les huit titulaires, cinq membres doivent être désignés pour intégrer le conseil d'administration (seulement quatre membres ont été désignés au conseil communautaire du 25 février dernier MM. RAILLARD, SOUTIF, ANGOT, TRANCHEVENT).

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, désigne M. BOITTIN comme 5ème membre du conseil d'administration.

5 - Aménagement de l'Espace – Désignation d'un conseiller délégué au service prestations

Reçu à la Sous-Préfecture le 30 mars 2016

M. VALPREMIT expose :

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, nomme Rémi Sonnet comme conseiller délégué au service prestations et aux infrastructures routières.

6 - Culture - Désignation des représentants dans les organismes extérieurs – Kiosque

Reçu à la Sous-Préfecture le 30 mars 2016

M. LE SCORNET expose :

Vu l'article L 2121.33 du Code Général des Collectivités Territoriales qui prévoit que « Le conseil municipal procède à la désignation de ses membres ou de délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions du présent code et des textes régissant ces organismes. La fixation par les

dispositions précitées de la durée des fonctions assignées à ces membres ou délégués ne fait pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à tout moment, et pour le reste de cette durée, à leur remplacement par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes»,

Vu que l'article L. 5211-1 du même code dispose que l'article susmentionné est applicable aux EPCI, il vous est proposé de nommer, pour le Kiosque, organisme extérieur, les représentants de Mayenne Communauté

Titulaires : Pascale ZANDRONIS, Nathalie HUBERT et Odile NEDJAAI

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide la désignation de ces représentants pour le Kiosque.

7 - Culture - Désignation des représentants dans les organismes extérieurs – UTL

Reçu à la Sous-Préfecture le 30 mars 2016

M. LE SCORNET expose :

Vu l'article L 2121.33 du Code Général des Collectivités Territoriales qui prévoit que « Le conseil municipal procède à la désignation de ses membres ou de délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions du présent code et des textes régissant ces organismes. La fixation par les dispositions précitées de la durée des fonctions assignées à ces membres ou délégués ne fait pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à tout moment, et pour le reste de cette durée, à leur remplacement par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes»,

Vu que l'article L. 5211-1 du même code dispose que l'article susmentionné est applicable aux EPCI, il vous est proposé de nommer, pour l'Université du Temps Libre, organisme extérieur, les représentants de Mayenne Communauté

Titulaires : Nicole CREUSIER et Loïc PINCHEDE

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide la désignation de ces représentants pour l'UTL.

8 - Culture - Désignation des représentants dans les organismes extérieurs - Atmosphères 53

Reçu à la Sous-Préfecture le 30 mars 2016

M. LE SCORNET expose :

Vu l'article L 2121.33 du Code Général des Collectivités Territoriales qui prévoit que « Le conseil municipal procède à la désignation de ses membres ou de délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions du présent code et des textes régissant ces organismes. La fixation par les dispositions précitées de la durée des fonctions assignées à ces membres ou délégués ne fait pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à tout moment, et pour le reste de cette durée, à leur remplacement par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes»,

Vu que l'article L. 5211-1 du même code dispose que l'article susmentionné est applicable aux EPCI, il vous est proposé de nommer, pour Atmosphères 53, organisme extérieur, les représentants de Mayenne Communauté

Titulaires : Jean-Pierre LE SCORNET et Aline RAMADANE

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide la désignation de ces représentants pour Atmosphères 53.

9 - Environnement - Désignation des représentants dans les organismes extérieurs - La SCIC bois énergie

Reçu à la Sous-Préfecture le 30 mars 2016

M. BOURGUIN expose :

Vu l'article L 2121.33 du Code Général des Collectivités Territoriales qui prévoit que « Le conseil municipal procède

à la désignation de ses membres ou de délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions du présent code et des textes régissant ces organismes. La fixation par les dispositions précitées de la durée des fonctions assignées à ces membres ou délégués ne fait pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à tout moment, et pour le reste de cette durée, à leur remplacement par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes»,

Vu que l'article L. 5211-1 du même code dispose que l'article susmentionné est applicable aux EPCI, il vous est proposé de nommer, pour la SCIC Bois Energie, organisme extérieur, les représentants de Mayenne Communauté

La commission propose M. DUFEU (titulaire) et M. BOURGUIN (suppléant).

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide la désignation de ces représentants pour la SCIC Bois Energie.

10 - Environnement - Désignation des représentants dans les organismes extérieurs - Parc Normandie Maine

Reçu à la Sous-Préfecture le 30 mars 2016

M. BOURGUIN expose :

Vu l'article L 2121.33 du Code Général des Collectivités Territoriales qui prévoit que « Le conseil municipal procède à la désignation de ses membres ou de délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions du présent code et des textes régissant ces organismes. La fixation par les dispositions précitées de la durée des fonctions assignées à ces membres ou délégués ne fait pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à tout moment, et pour le reste de cette durée, à leur remplacement par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes»,

Vu que l'article L. 5211-1 du même code dispose que l'article susmentionné est applicable aux EPCI, il vous est proposé de nommer, pour le Parc Normandie Maine, organisme extérieur, les représentants de Mayenne Communauté

La commission propose M. PECCATTE (titulaire) et M. RIOULT (suppléant).

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide la désignation de ces représentants pour le Parc Normandie Maine.

11 - Environnement - Désignation des représentants dans les organismes extérieurs - Commission de suivi de site de la société Produits Chimiques Auxiliaires et de Synthèse (PCAS)

Reçu à la Sous-Préfecture le 30 mars 2016

M. BOURGUIN expose :

Vu l'article L 2121.33 du Code Général des Collectivités Territoriales qui prévoit que « Le conseil municipal procède à la désignation de ses membres ou de délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions du présent code et des textes régissant ces organismes. La fixation par les dispositions précitées de la durée des fonctions assignées à ces membres ou délégués ne fait pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à tout moment, et pour le reste de cette durée, à leur remplacement par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes»,

Vu que l'article L. 5211-1 du même code dispose que l'article susmentionné est applicable aux EPCI, il vous est proposé de nommer, pour la Commission de suivi de site de la société Produits Chimiques Auxiliaires et de Synthèse (PCAS), organisme extérieur, les représentants de Mayenne Communauté

La commission propose M. PECCATTE (titulaire) et M. COULON (suppléant).

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide la désignation de ces représentants pour la Société de Produits Chimiques Auxiliaires et de Synthèse.

M. LE SCORNET expose :

Considérant la tenue de la 2^{ème} édition du concours national de Piano à Mayenne le 13 mars 2016,
 Considérant la nécessité de disposer et de rémunérer le jury pour ce concours,

M. ANGOT : "C'est une belle manifestation."

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide la rémunération des trois professeurs de musique recrutés en contrat de vacation sur la base de 262.50 € bruts comprenant le temps de préparation, de jury et le temps de déplacement.

Les crédits nécessaires seront présentés au chapitre 012 du budget 2016.

13 - Ressources humaines - Avancement de grade et ratio - Suite CTP du 21 mars 2016
Reçu à la Sous-Préfecture le 30 mars 2016

M. RAILLARD expose :

La loi du 19 février 2007 (article 49 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée) introduit les dispositions relatives aux avancements. Pour tout avancement de grade, le nombre maximal de fonctionnaires pouvant être promus est déterminé par un taux appliqué à l'effectif des fonctionnaires remplissant les conditions pour cet avancement.

Ce taux, appelé « ratio promus – promouvables », est fixé par l'assemblée délibérante après avis du Comité Technique Paritaire. Il peut varier entre 0 et 100 %.

Cela concerne tous les grades d'avancement de toutes les filières.

A Mayenne, ces nominations répondent également à des critères définis avec l'avis du CTP :

- correspondent à l'organigramme des grades
- priorité aux agents lauréats d'un examen professionnel
- priorité aux agents pouvant bénéficier d'un départ à la retraite et ce, 2 ans avant l'échéance
- la durée entre deux avancements de grade ou promotion doit être de 4 ans minimum
- avis favorable du responsable de service suite aux évaluations annuelles

Grade d'avancement	ratio	Suppression de poste	Création de poste
Attaché principal	0 %		
Rédacteur principal de 1 ^{ère} classe	0 %		
Rédacteur principal de 2 ^{ème} classe	0 %		
Adjoint administratif principal de 1 ^{er} classe	0 %		
Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe	0 %		
Adjoint administratif de 1 ^{ère} classe	100 %	1 Poste Adjoint administratif de 2 ^{ème} classe	1 poste Adjoint administratif de 1 ^{ère} classe
Ingénieur principal	50 %	1 Ingénieur	1 Ingénieur principal
Adjoint technique principal de 1 ^{ère} classe	9 %	1 Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe	1 Adjoint technique principal de 1 ^{ère} classe
Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe	0 %		
Adjoint d'animation principal de 2 ^{ème} classe	100 %	1 Adjoint d'animation de 1 ^{ère} classe	1 Adjoint d'animation principal de 2 ^{ème} classe
Animateur principal de 1 ^{ère} classe	0 %		
Professeur hors classe	0 %		
Assistant de conservation principal de 1 ^{ère} classe	100 %	1 Assistant de conservation principal de 2 ^{ème} classe	1 Assistant de conservation principal de 1 ^{ère} classe
Assistant de conservation principal de 2 ^{ème} classe	0 %		

A titre indicatif, cela concerne 6 agents en 2016.

Avec l'avis favorable et à l'unanimité du Comité Technique en date 21 mars 2016 et après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, fixe les ratios d'avancement de grade pour la collectivité comme présentés dans le tableau ci-dessus.

14 - Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) – Demande de subvention à l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne dans le cadre du contrôle des Installations neuves et réhabilitées

Reçu à la Sous-Préfecture le 30 mars 2016

M. BOURGUIN expose :

Dans le cadre du Plan National d'Action pour l'Assainissement Non Collectif (PANANC), les Agences de l'Eau attribuent différentes subventions. L'Agence de l'Eau Loire-Bretagne attribue deux types d'aides :

- aides à la réhabilitation
- aides au fonctionnement des SPANC.

Parmi les aides au fonctionnement des SPANC, l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne subventionne à 50 % le contrôle des installations neuves ou réhabilitées.

Pour 2016, le nombre de contrôle "Neuf" estimé est de :

- 100 contrôles de conception pour une redevance fixée à 40 €
- 90 contrôles de réalisation pour une redevance fixée à 60 €.

Suivant les modalités d'aides de l'Agence de l'Eau, pour l'exercice 2016, le SPANC peut bénéficier d'une subvention d'un montant de 4 700 €.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise M. le Président à solliciter une subvention de 4 700 € auprès de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne pour les contrôles de Conception et Réalisation 2016.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21 h 50

Vu, la Secrétaire,
Marie-Claude OLIVIER



Vu, le Président
Michel ANGOT



